



## **PRÉFET DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial

Bureau des enquêtes publiques et  
installations classées

851/vh/jw

**Arrêté du 2 avril 2025**

**portant mise en demeure à la société LOCACIL de respecter les dispositions relatives à  
l'exploitation de ses installations situées à Feldkirch**

Le Préfet du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment, son article L. 171-8 I,

VU l'arrêté préfectoral n° 012634 du 24 septembre 2001,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 avril 2008,

VU l'arrêté du 26 juin 2024 portant prescriptions complémentaires à la société LOCACIL située 122 route de Mulhouse à Feldkirch, de la réalisation d'un diagnostic environnemental,

VU l'arrêté du 10 janvier 2025 portant mise en demeure à la société LOCACIL de respecter les dispositions relatives à l'exploitation de ses installations situées à Feldkirch,

VU l'inspection du 26 février 2025, de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées,

VU le rapport de l'inspection de la DREAL, chargée de l'inspection des installations classées, relatif à la visite susvisée, précisant les suites proposées et délais associés, suite à l'inspection sus-visée, transmis à l'exploitant par l'inspection,

Considérant que l'article 2 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé prévoit que la société LOCACIL mette en œuvre des mesures de remédiation aux incidences environnementales de son installation et notamment la récupération des broyats plastiques disséminés dans les eaux superficielles à l'aval des installations ; que ce même article prescrit à la société LOCACIL de communiquer un bilan des actions mises en œuvre à l'Inspection dans un délai d'un mois,

Considérant que la société LOCACIL n'a pas procédé à la récupération des broyats plastiques disséminés dans les eaux superficielles à l'aval de ses installations et qu'elle n'a pas engagé les démarches nécessaires,

Considérant que l'article 9.5.2.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 complété par l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé prévoit que la société LOCACIL fasse réaliser une surveillance complémentaire des eaux souterraines ; que la société LOCACIL n'a pas fait réaliser les surveillances prévues ; que le réseau de surveillance existant ne permet pas une surveillance pertinente ; que la réalisation d'ouvrages de surveillance adaptés est nécessaire en préalable à la réalisation de la surveillance des eaux souterraines,

Considérant que l'article 11 de l'arrêté du 10 janvier 2025 susvisé comporte une erreur matérielle relative à l'identification des piézomètres ; qu'il y a lieu de supprimer l'article,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine »*,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La société LOCACIL, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté et dont le siège social est situé 122 route de Mulhouse à Feldkirch (68540), est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions citées aux articles suivants, dans les délais indiqués, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

### **Article 2** :

**dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 2 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :

« L'exploitant assure :

- *dans le ruisseau, à l'aval de ses installations, et dans les deux étangs situés à l'est de ses installations le long de la RD430 :*
  - *la mise en œuvre, sans délai, de mesures adaptées afin de prévenir la dispersion des particules plastiques présentes ;*
  - *la récupération des broyats plastiques, dans la mesure du possible ;*

*Ces interventions sont réalisées sous réserve de l'accord des propriétaires et selon des protocoles validés avec eux.*

[...]

Un bilan des actions mises en œuvre est communiqué à l'Inspection des installations classées dans un délai d'un mois ».

**Article 3 :**

**dans un délai d'un mois à compter de la réalisation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines nécessaires**, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.5.2.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 complété par l'article 8 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :

« L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après, dans un réseau de surveillance à définir constitué d'au moins un piézomètre amont et de deux piézomètres situés à l'aval des zones d'entreposage de déchets) :

Nom usuel	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Paramètres à analyser	Programme d'autosurveillance
P1		Amont	Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3	1 fois en période de basses eaux, puis une fois en période de hautes eaux
P2		Aval		
P3		Aval		

».

**Article 4 :**

les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 10 janvier 2025 susvisé sont supprimées

**Article 5:**

faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 6 :** délais et voies de recours

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 16 :-** Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**SIGNÉ**

Augustin CELLARD